

La sélection de l'Opinion

Spécial Transitions

SUPPLÉMENT DE « L'OPINION » DATÉ DU 22 MARS 2022 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

« On ignore souvent que les dynamiques démographiques et énergétiques sont liées »

Dominique Boulbès est président d'Indépendance Royale, et Philippe Dénécé, directeur général du Groupe Muller. Ils plaident tous deux pour une prise de conscience des transitions énergétique et démographique avec, en toile de fond, le renouveau économique et territorial

Quels sont les enjeux de la transition démographique et énergétique ?

Dominique Boulbès : La transition démographique, elle est programmée partout sur la planète. On la pense dans sa composante vieillissement, mais le vrai sujet, c'est qu'on ne fait plus d'enfants. La population de l'Italie, dans cinquante ans, sera revenue à son niveau du XIX^e siècle. Et depuis des années, Vladimir Poutine pointe « le piège démographique » qui menace la Russie. Aujourd'hui, son pays perd 500 000 habitants par an. C'est d'ailleurs aussi l'une des raisons de l'invasion de l'Ukraine, qui vise aussi à « régénérer » le peuple russe. Donc, la transition démographique s'amorce par les deux bouts. Nous vieillissons et il y a moins de jeunes. La population d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie - seule l'Afrique est épargnée - va fortement diminuer. L'Europe, dans trente ans, c'est 40 millions d'habitants en moins, dans 80 ans, 130 millions. On est à la veille d'une nouvelle humanité. Les entreprises subissent elles aussi de plein fouet ces transformations. Il y a celles qui gèrent la dépendance, celles qui sont spécialistes des séniors, et un troisième cercle, avec toutes les entreprises de France, dont les clients ont commencé à vieillir. Toute l'économie française doit s'adapter au vieillissement de la population.

Philippe Dénécé : On voit évoluer la notion de logement. Au vieillissement de la population s'ajoute l'envie de rester chez soi le plus longtemps possible. La transition énergétique est au cœur du sujet. Entreprendre la rénovation thermique de son logement, ça veut dire vivre dans un environnement sain, avec un confort thermique saisonnier. A cela s'ajoute la nécessité d'atteindre l'objectif, global, de neutralité carbone à l'horizon 2050. Ces deux révolutions, démographique et écologique, guident notre réflexion sur la conception et la rénovation des bâtiments.

D.B. : Le confort thermique est plus important quand on a 85 ans que lorsqu'on en a 25. Par ailleurs, les retraités ont des revenus qui fondent. 10% d'augmentation du prix de l'énergie, ça peut représenter 30% du reste disponible. Enfin, ce sont souvent des séniors qui occupent les passoires thermiques, parce qu'ils habitent la même maison depuis quarante ans et qu'ils ne sont pas passés par les DPE (diagnostics de performance énergétique). C'est un peu la double peine.

Les acteurs publics et privés ont-ils pris la mesure des deux transitions ?

P.D. : Il y a une prise de conscience tangible et des actions concrètes mises en œuvre, ne serait-ce que par les contraintes qui pèsent sur le monde économique. Plus les échéances se rapprochent, plus c'est prégnant. Les entreprises prennent leur part des investissements, au côté des plans

de relance qui encouragent la transition énergétique.

D.B. : Sur la transition écologique, la prise de conscience est réelle. En revanche, on est en retard de quinze ans dans la prise en compte de la transition démographique. Surtout, on ignore que ces deux transitions sont liées. EDF vient de lancer des diagnostics communs autonomie énergie sur 200 000 foyers dans le quart sud-ouest de la France. C'est dans la même dynamique qu'il faut adresser les deux transitions. Il y a là un projet global dont le logement est l'épicentre. C'est du bon sens opérationnel. Cette même convergence adresse un problème d'équilibre territorial. On fait face à une fracture profonde, avec les métropoles d'un côté et le désert français de l'autre. Cette fracture, c'est un enjeu qui doit être au cœur du débat présidentiel, avec la France d'en haut et la France d'en bas, ou encore les gilets jaunes... Celle-ci ne peut se résoudre que s'il y a des dynamiques impulsées localement. Ces deux transitions en sont une excellente occasion.

P.D. : Ce souci de proximité est essentiel. Le groupe Muller, par exemple, conçoit, fabrique et distribue ses produits en France. Dans une industrie où la facilité serait d'aller chercher des produits à bas coûts dans des pays à bas coûts, nous avons pris le pari de perpétuer une fabrication française. Quand on parle de climatisation, la solution de facilité c'est l'air conditionné, mais ça veut dire avoir recours à des produits fabriqués en Asie et utiliser des gaz nocifs. Nous utilisons des solutions hydrauliques et nous faisons en sorte que nos produits soient faciles à installer par les artisans.

Justement, les différents secteurs d'activité sont-ils prêts à relever ce défi ?

P.D. : Pour moi c'est le sujet numéro un. Depuis quarante ans, on a abandonné la filière industrielle en faisant fabriquer nos produits dans l'atelier chinois. Aujourd'hui, la France, c'est 11% d'activité industrielle, un des taux les plus bas d'Europe, et certains problèmes nous reviennent en pleine figure, la décarbonation bien sûr, mais aussi les savoir-faire qui ont disparu. J'ai lancé 200 recrutements pour l'année en cours et ils sont compliqués à pourvoir. Le défi pour nous va être d'assurer cette formation en interne. Les anciens vont former les plus jeunes, leur passer le témoin.

D.B. : On a exactement les mêmes difficultés. Pour adresser ces deux transitions, il ne suffit pas de faire du serviciel et du numérique. On n'adapte pas un logement avec des clics de souris. Il y a une



SIPA PRESS

Viellissement de la population et économies d'énergie afin d'être en ligne avec l'objectif global de neutralité carbone... C'est la double équation à laquelle des pans entiers de l'économie sont désormais confrontés.

dynamique vertueuse à enclencher où, pour adresser la transition environnementale, il convient de revenir à du local, recréer des écosystèmes dans lesquels il n'y a pas que des consommateurs, mais aussi des producteurs, des artisans, des ouvriers... On en revient au compagnonnage, à des fondamentaux du monde du travail. C'est le réel qui revient en force.

Comment concevez-vous le logement de demain, adapté aux séniors et sobre en énergie ?

P.D. : C'est d'abord un bâtiment bien isolé, un cocon protecteur. La rénovation énergétique du bâtiment, c'est un coût de 30 à 35 milliards d'euros par an, et 60% de ces dépenses se font sur l'enveloppe des habitats. Ensuite, il y a les enjeux de décarbonation, en migrant des énergies fossiles vers les énergies vertueuses, comme le solaire, l'éolien ou la thermodynamique. La pompe à chaleur va devenir un élément central de la maison, qu'elle soit rénovée ou neuve. Les bâtiments à énergie positive peuvent aussi créer leur propre énergie et alimenter d'autres équipements, comme des véhicules électriques. Troisième dimension, l'intelligence des habitats et des meubles. Un bâtiment intelligent est capable de détecter une fenêtre ouverte ou de moduler la production de chaleur en fonction de la température extérieure.

D.B. : Dans l'autonomie, il y a une clé d'accès primordiale qui est la prévention. Soit on fait une politique curative et on intervient quand la personne se casse le col du fémur, ce qui a longtemps été le cas, soit on développe une politique de prévention. Ça veut dire être suffisamment innovant pour inventer des équipements non stigmatisants et qui peuvent évoluer dans le temps. Par exemple, on installe une douche et quand

les difficultés arrivent, on met un siège escamotable, des barres de maintien et une barre d'appui... Il y a seulement 8% des séniors qui sont dépendants, 90% ne le sont jamais.

Faut-il repenser l'aménagement des villes ?

D.B. : Le renouveau des cœurs de ville est un enjeu central. Une des questions clés du vieillissement, en dehors de l'adaptation du logement, c'est le maintien de l'interaction sociale. Il faut conserver des liens avec la famille, le voisinage... Pour beaucoup de personnes âgées, le moment important de la journée, c'est celui où l'on va faire ses courses. Par ailleurs, plus les populations sont concentrées, moins elles se déplacent. Si on arrive à adapter les logements au monde de demain, ce sera vertueux à tous points de vue.

Les aides publiques sont-elles bien fléchées ?

D.B. : En 2020, Julien Denormandie, lorsqu'il était ministre du Logement, a lancé un grand plan national de rempla-

cement des baignoires par des douches dans les salles de bains des séniors. Au total, près de 100 000 ont été installées. Ce plan a été un beau succès car il était ouvert à tous, avec un plafond de ressources mais sans condition de dépendance. Un système simple, démocratique et profitable aux plus défavorisés. Maintenant, arrive dans les tuyaux MaPrimeAdapt', conçue sur le modèle de MaPrimeRenov' - on voit bien qu'à travers ces deux dispositifs les deux transitions convergent une nouvelle fois - et qui aidera le plus grand nombre à aménager leur logement.

P.D. : Aujourd'hui, on est conscient que l'argent doit être dépensé de manière vertueuse et on a un niveau de contrôle supérieur à ce qui se faisait avant. Depuis le 1^{er} janvier, toute opération de rénovation passe par un diagnostic thermique et des recommandations précises. Les aides publiques à la rénovation sont généreuses mais elles sont aussi financées par les entreprises, qui portent une partie de la dette carbone à travers les CEE (Certificats d'économie d'énergie). Au bout du compte, c'est un financement à parts égales entre public et privé.

Faut-il inventer un nouveau modèle de société ?

D.B. : On n'est jamais prêts à changer de mode de vie. Et c'est le rôle des décideurs économiques et politiques de mettre en place les conditions qui rendent ces changements possibles. Il faut avoir une capacité à se projeter, à penser la France des quarante prochaines années à venir, comme le faisait en son temps la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datr). Les aéroports, le nucléaire ont été construits avec des gens qui travaillaient sur la prospective. Aujourd'hui, on recommence à avoir besoin de ça.

Interview
Alexandre Excoffon



Dominique Boulbès (à gauche) et Philippe Dénécé.



Environnement et vieillissement, le double défi

La Mayenne prend le virage domiciliaire

Bouleversement

Les transitions écologique et démographique seront le grand chantier des prochaines décennies. Il y a urgence, pour atteindre les objectifs de décarbonation et affronter la vague inexorable du vieillissement. **L'occasion de penser ensemble ces deux gros changements et de faire converger les politiques publiques.**

Alexandre Excoffon

L'HORLOGE TOURNE et les ambitions françaises de décarbonation patinent. Dans son rapport de juillet 2021, le Haut Conseil pour le Climat estimait que « les efforts actuels sont insuffisants pour garantir l'atteinte des objectifs de 2030 ». Rappelons que la Loi européenne sur le Climat fixe des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) : -55% d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 1990, et la neutralité carbone à l'horizon 2050. Mais la France n'est pas sur la bonne trajectoire. « Le rythme actuel de réduction annuelle devra doubler, pour atteindre 3,3% sur la période 2024-2028 », anticipe le Haut Conseil.

Certes, on note des avancées. Dans l'industrie, l'agriculture, la transformation d'énergie, les émissions de GES sont en recul de 41%, 9% et 46% depuis 1990. De même, après avoir longtemps stagné, les rejets des bâtiments (17% des émissions), décrochent enfin depuis 2015. Seul point noir, les transports, qui restent le principal émetteur de GES (31%). Leurs émissions sont en hausse constante, et si le Haut Conseil enregistre une décline timide depuis 2015, il les juge toujours « hors de contrôle ».

Déni. La lutte contre le réchauffement climatique - la France doit diviser par six ses émissions par rapport aux niveaux de 1990 pour atteindre la neutralité carbone - est donc loin d'être gagnée. D'autant qu'elle se double d'un autre enjeu, planétaire lui aussi mais particulièrement aigu dans nos

« Quand une personne âgée sort de chez elle, si c'est pour débarquer dans une jungle urbaine hostile, elle sera de facto assignée à résidence, avec un risque d'isolement social qui précipitera sa dépendance »

contrées européennes. Comment affronter l'hiver démographique qui s'annonce ? Dans l'immense majorité des pays développés, nous allons assister à un vieillissement brutal ainsi qu'à un effondrement rapide du nombre d'habitants. En 2050, la population de l'Union européenne sera passée de 517 à 473 millions de personnes. Seuls trois pays, l'Irlande, Le Royaume-Uni et la France, à la fécondité dynamique, verront leur population augmenter. Une bonne nouvelle qui, cependant, n'empêchera pas l'altération profonde de la structure des populations. En France, entre 2020 et 2030, le nombre de 75-84 ans passera de 4,1 à 6,1 millions, soit une hausse de 49%. Logiquement, le nombre des plus de 85 ans explosera à partir de 2030, avec une hausse de 58% jusqu'en 2040. Autre chiffre

qui donne le vertige : en 150 ans, de 1920 à 2070, le rapport entre les 20-64 ans et les plus de 65 ans sera passé de 6,4 à 1,7.

La question du vieillissement doit être traitée « avec plus de hauteur », plaide un spécialiste du grand âge qui estime que « la transition démographique fait partie des quatre grandes transitions mondiales qu'il faut aborder de front. A l'instar des mutations environnementales, numérique et démocratique, elle doit être traitée à l'aune du bouleversement qu'elle suscite ». « Il y a un point commun entre les transitions démographique et écologique, c'est le déni, abonde Laure de la Bretèche, directrice des politiques sociales à la Caisse des Dépôts et Consignations et présidente d'Arpavie. Déni de la parole des scientifiques du côté écologique. Déni de l'évidence des évolutions démographiques, calculées depuis trente ans ».

Et celle-ci de souligner la convergence profonde qui lie ces deux thématiques : « D'un côté, vous avez le vieillissement de la population qui est encore pré-analysé comme un risque alors que c'est une réalité, de l'autre vous avez la transition climatique, qui fonde tout le reste en cascade, avec l'obligation de changer les modes de consommation et de décarboner l'économie », analyse-t-elle. « Quand vous avez des objectifs politiques, vous ne pouvez pas en avoir mille, donc si on veut gérer une priorité aussi énorme que celle de la transition énergétique, il faut que les autres soient compatibles et viennent s'ordonner autour d'elle ».

Aménagement. Quelles sont les priorités justement ? A court terme, le vieillissement de la population concerne d'abord les 75-84 ans. Une population non dépendante qui n'est pas destinée à aller vivre en Ehpad. « Le premier défi de politique publique concerne les vieux fragiles mais valides », pointe un expert du vieillissement. Il comprend la rénovation énergétique et l'adaptation des logements, la refonte de l'urbanisme, ou encore la lutte contre l'isolement social. Le deuxième défi consiste à préparer l'afflux des plus de 85 ans à l'horizon 2030. « Il y a une double focale », distingue celui-ci. « S'occuper tout de suite des 75-84 ans et anticiper ce que sera l'explosion de la dépendance en 2030 ».

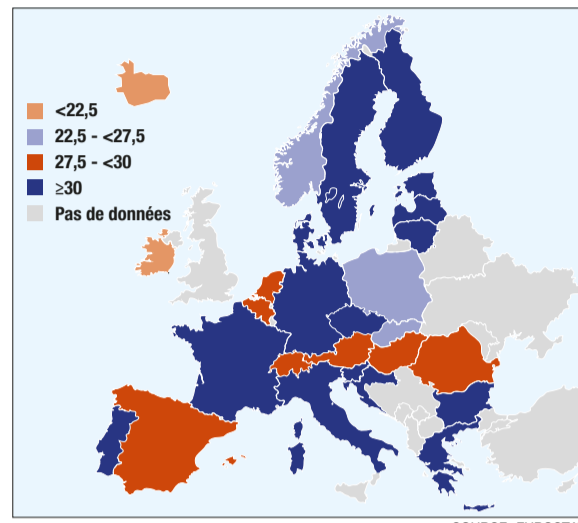
Le virage domiciliaire est au cœur de cette question. La quasi-totalité des personnes âgées souhaitent vivre chez elles le plus longtemps possible. Il faut donc aménager les logements pour leur garantir un confort thermique optimal et prévenir les risques de perte d'autonomie. La rénovation énergétique, pilotée par l'Anah (Agence nationale de l'Habitat) dans le cadre du programme MaPrimeRénov', est un chantier bien engagé. En 2021, 700 000 logements ont été rénovés, soit 200% de plus qu'en 2020.

Avec seulement 23 000 logements adaptés à la perte d'autonomie, toujours sous l'égide de l'Anah, force est de constater que la question du grand âge fait cependant figure de parent pauvre. « Il faut revoir l'ensemble des aides financières destinées à l'aménagement des logements des personnes âgées », plaide un fin connaisseur du sujet. Une des solutions ? La création de MaPrimAdapt, sur le modèle de MaPrimeRénov'. Les arbitrages ministériels ont été rendus et le dossier a obtenu le feu vert de l'exécutif... S'il devait être réélu, Emmanuel Macron l'a inclus dans son programme. Ce dispositif ne devrait donc pas voir le jour avant le deuxième semestre 2022.

Autre priorité immédiate, créer des villes bienveillantes. « Quand une personne âgée sort de chez elle, si c'est pour débarquer dans une jungle urbaine hostile, elle sera de facto assignée à résidence, avec un risque d'isole-

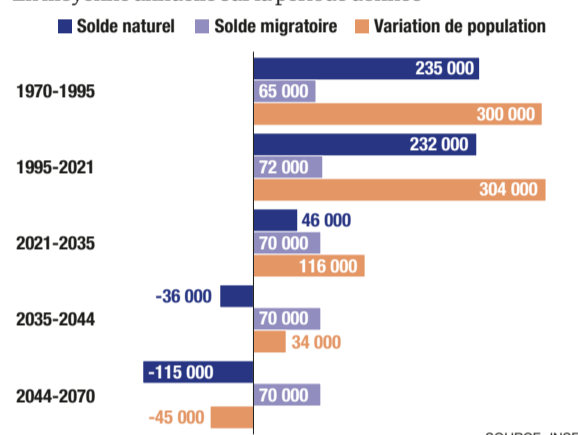
Ratio de personnes âgées en Europe

Rapport entre le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus et le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (en %)



Démographie : prévisions de variation de population jusqu'en 2070

En moyenne annuelle sur la période donnée



ment social qui précipitera sa dépendance », avertit un spécialiste de la question des seniors. « Il faut des villes bienveillantes pour les seniors et la question du vieillissement a été récemment intégrée dans les programmes "Action Cœur de Ville" et "Petites Villes de Demain" que conduit l'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) ». Au croise-

Qu'il s'agisse de solutions alternatives, comme les résidences autonomie ou les structures d'habitat partagé, ou des Ehpad eux-mêmes, il va falloir répondre rapidement à une demande exponentielle

ment des transitions écologique et démographique, on redécouvre aussi le concept de la ville du quart d'heure, inventé par le franco-colombien Carlos Moreno. « Il y a un parallèle évident entre la ville écologique qui nécessite de disposer autour de soi de services sociaux, économiques et culturels indispensables, et la révolution de la longévité qui nécessite qu'une personne âgée puisse vivre au cœur d'un quartier, à proximité des commerces et de la vie sociale » relève un autre spécialiste du vieillissement.

La même logique doit guider la réflexion sur la place des établissements collectifs dans la ville. Pas question de tout casser. Qu'il s'agisse de solutions alternatives, comme les résidences autonomie ou les structures d'habitat partagé, ou des Ehpad eux-mêmes, il va falloir répondre rapidement à une demande exponentielle. « Arrêtons de rêver de la destruction des Ehpad pour faire autre chose à la place. Il faut utiliser l'existant, être frugal dans l'utilisation des terrains et proposer une amélioration fondamentale par le service et la connexion à la ville, dans des structures qui, jusque-là, étaient pensées comme des isolats, défend Laure de la Bretèche. Il y a un changement de culture dans la manière de faire habiter les personnes âgées, qui doit être profondément inscrit dans la feuille de route des architectes et des urbanistes. »

Alexandre Excoffon

NICHÉE AU NORD des Pays de la Loire, la Mayenne n'échappe pas à la crise écologique et démographique. Sa population stagne, un peu moins de 310 000 habitants, et sa natalité chute inexorablement depuis vingt ans. Résultat, la population vieillit. « On est en plein dans le spectre des départements concernés par le vieillissement », admet Olivier Richefou, président du Conseil départemental. « Il faut s'attaquer au problème, mais en répondant aux préoccupations des populations. Cette génération n'a pas connu la guerre, n'a connu que le progrès, et n'est pas prête à finir ses jours dans des établissements clos, peu au fait des critères de l'habitat moderne. A 90%, les personnes âgées veulent rester à domicile. »

Pour accompagner le virage domiciliaire, la Mayenne mise d'abord sur l'humain, mais peine à susciter de nouvelles vocations. « La revalorisation salariale des métiers d'assistance aux personnes âgées, engagée par le gouvernement en relation avec les départements, était nécessaire mais pas suffisante, convient Olivier Richefou. Il faut restaurer l'attractivité de ces métiers, en améliorant la formation et en offrant la possibilité d'exercer cette activité à temps complet. D'où l'importance d'offrir une approche globale qui intègre le travail à domicile et celui en établissement, parfaitement complémentaires. » L'Académie des métiers de l'autonomie, créée en lien avec la région Pays de la Loire, permettra de donner un nouvel élan à la formation initiale et continue.

« Silos ». Mais la problématique est plus large et recèle des enjeux manifestes de gouvernance : « Il faut casser les silos, faire travailler ensemble les acteurs du domicile et des établissements, pour qu'il n'y ait pas de rupture de charge dans le parcours de vie des personnes âgées », argumente Olivier Richefou. « On agit en totale responsabilité sur le maintien à domicile, mais nous ne sommes pas le commandant de bord dans la gestion des Ehpad. Aujourd'hui, l'Ehpad a trois copilotes : l'Assurance Maladie, les Agences régionales de la santé et les départements. Avec trois volets de comptabilité, l'ARS qui nomme les directeurs sans l'avis des départements, des maires qui président des conseils d'administration dans lesquels ils n'ont aucun pouvoir... Cette organisation n'est pas satisfaisante. »

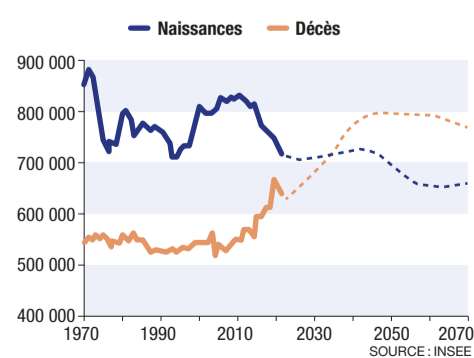
Le maintien à domicile des personnes âgées demande aussi des moyens matériels. Logistiques, comme la mise à disposition de véhicules électriques aux prestataires de l'aide à domicile ou encore l'accompagnement bénévole des personnes âgées qui ne peuvent plus prendre leur voiture. Financiers, pour compléter l'aide de l'Anah à la rénovation énergétique et à l'adaptation des logements. Et même stratégiques, comme les actions Cœur de Ville et Petites Villes de Demain engagées à Laval et dans quinze communes du département, ou encore ce soutien à la création de villages des aînés dans les centres-bourgs de 2 000 à 5 000 habitants. Chaque nouveau logement est subventionné à hauteur de 10 000 euros, pour encourager les initiatives publiques et privées. Olivier Richefou en est persuadé : « Il y a de l'avenir pour ces solutions alternatives aux Ehpad qui répondent parfaitement aux attentes des générations plus jeunes. »

A.E.

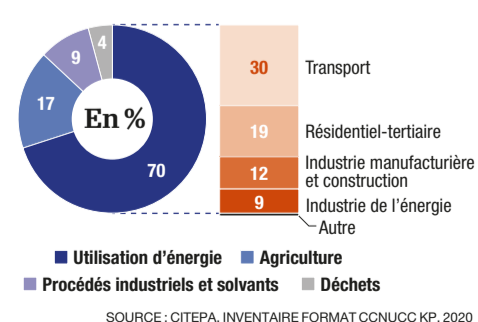


La nouvelle génération de personnes âgées « n'a connu que le progrès, et n'est pas prête à finir ses jours dans des établissements clos », avertit Olivier Richefou.

Démographie : prévisions des naissances et décès par an jusqu'en 2070



Répartition des sources d'émissions de gaz à effet de serre en France en 2018



Passoires thermiques et grand âge, un enjeu de société

LES PASSOIRES THERMIQUES sont un trou noir dans la stratégie bas carbone des pouvoirs publics. Alors que l'ensemble du parc de logements doit répondre aux critères BBC (Bâtiments basse consommation) d'ici 2050, le nombre de ces habitats énergivores est au plus haut : 4,8 millions, soit 17% du parc de logements, selon le dernier comptage de l'Observatoire national de la rénovation énergétique.

Et encore, c'est une estimation basse. Selon la Fnaim (Fédération nationale de l'immobilier), on en compterait plutôt 7 millions, comme semblait l'indiquer les premiers diagnostics réalisés à partir des nouveaux DPE (diagnostics de performance énergétique).

Qui est concerné ? « La précarité énergétique touche 12 millions de Français », estime Hélène Denise, chargée de plaider à la Fondation Abbé-Pierre. « Ce sont des personnes qui disent avoir froid chez elles, qui ont un taux d'effort énergétique démesuré, ou qui vivent dans des passoires thermiques ». Les conséquences ? « Des factures très élevées, où la peur de ne pas pouvoir payer se transforme en privation, des conséquences délétères sur la santé et un délitement de la vie familiale et sociale. »

Il n'y a pas de profil type de la précarité énergétique. Les jeunes, en particulier les étudiants, sont très touchés, mais aussi les personnes âgées, qui doivent composer avec de petites retraites et habitent souvent dans des logements trop grands pour elles. Selon la Capeb (syndicat patronal des artisans du bâtiment), 62% des propriétaires de passoires thermiques ont plus de 60 ans. On compte aussi plus de maisons individuelles (18,4%) que d'appartements (14,7%), et les départements ruraux et montagneux sont surreprésentés. Exemple ? Le pourcentage de passoires thermiques atteint 40% dans la Nièvre et la Creuse, et grimpe jusqu'à 46% dans le Cantal.

Isolation. Avec la crise énergétique qui couve, la situation risque de s'aggraver. Les tarifs de l'électricité et du gaz ont augmenté en flèche ces dernières années. Une hausse en partie contenue par le bouclier tarifaire dégainé par le gouvernement en octobre dernier. Aujourd'hui, 60% des ménages disent se restreindre pour que les factures n'exploient pas et 20% d'entre eux souffrent du froid l'hiver. Les raisons ? 40% d'entre eux invoquent une mauvaise isolation et 36% des difficultés financières.

Pour lutter contre ce fléau, mais aussi atteindre les objectifs de décarbonation fixés par l'Union Européenne, la France s'est dotée d'un arsenal législatif contraignant. Les deux lois Climat, votées en 2019 et 2021, interdisent

Il n'y a pas de profil type de la précarité énergétique.

Les jeunes, en particulier les étudiants, sont très touchés, mais aussi les personnes âgées, qui doivent composer avec de petites retraites et habitent souvent dans des logements trop grands

la location des habitations les moins performantes à trois échéances, 2023, 2028 et 2034, pour les logements classés G, F et E.

Par ailleurs, les efforts de rénovation énergétique ont été amplifiés. En 2021, l'Anah (Agence nationale de l'habitat) a rénové 750 000 logements, tous programmes confondus. Elle vise les 800 000 logements sur l'année 2022, pour un budget de 3,2 milliards d'euros.

Même si le dispositif MaPrimeRénov' est ouvert à tous, « le cœur de cible reste les plus modestes, souligne Simon Corteville, responsable rénovation énergétique et politiques sociales à l'Anah. On aide des ménages en situation de précarité énergétique ou devant faire face à des impayés, et on les accompagne pour sortir de l'impasse. » Les aides sont attribuées pour des rénovations globales, sous condition de performance énergétique.

« L'important, c'est cette logique de gain

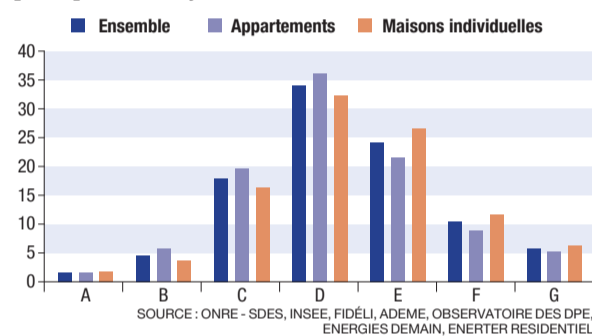
minimum, défend Simon Corteville. Il y a un accompagnement obligatoire, avec un expert qui émet des recommandations technique, financière et sociale et s'assure que la performance énergétique progresse de 35%. »

Pour la fondation Abbé-Pierre, ces aides sont bienvenues mais insuffisantes. « Le reste à charge est trop important, regrette Hélène Denise. Pour les ménages modestes, il représente 40 à 60% du montant des travaux. Or, une rénovation de passoire thermique peut facilement coûter 40 000 euros ». Avec d'autres acteurs, comme le collectif Rénovons, la Fondation demande des décisions fortes pour sortir du piège énergétique. Un reste à charge égal à 0 pour les ménages les plus pauvres, plus de repérage et d'accompagnement pour ces travaux complexes qu'ils hésitent à entreprendre, un doublement du chèque énergie et un véritable droit à l'électricité, comme il existe pour l'eau, avec un minimum vital garanti. En effet, aujourd'hui, seule EDF s'engage à ne pas couper l'électricité en cas d'impayés.

Alexandre Excoffon

Le parc de logement par classe de consommation énergétique

En pourcentage de l'ensemble du parc de résidences principales, au 1^{er} janvier 2018



SOURCE : ONRE - SDES, INSEE, FIDELI, ADEME, OBSERVATOIRE DES DPE, ENERGIES DEMAIN, ENERTER RESIDENTIEL

Emploi : de belles promesses à concrétiser

QUEL SERA L'IMPACT ÉCONOMIQUE et social de la transition énergétique ? Si les méthodes diffèrent, les résultats convergent. Les études diligentées par l'Ademe (Agence de la transition écologique) et le Cired (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement) à la demande du ministère de la Transition écologique et solidaire, suggèrent à long terme « un double dividende, économique et environnemental, de la stratégie nationale bas carbone ». L'Ademe est plus optimiste que le Cired mais l'écart reste raisonnable. Ainsi, la transition énergétique générerait un surplus de PIB de 1% à 2,5% en 2030 et de 3% à 4% à horizon 2050. En termes d'emplois, le bénéfice oscillerait entre 300 000 et 500 000 emplois d'ici 2030 et 700 000 à 800 000 emplois au tournant du siècle.

Mais que recouvrent ces chiffres ? L'exercice est périlleux puisque cette transition n'est pas une simple addition, mais une transformation en profondeur de nos modes de production et de consommation. Elle implique des investissements massifs en matière d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables, mais aussi des changements de comportements, comme le développement des mobilités douces ou le report modal de la route vers le rail... Tout compte fait, le secteur du bâtiment pourrait être le grand gagnant de cette mutation. Le Cired table par exemple sur 500 000 créations nettes d'emplois d'ici 2050, portées principalement par la construction de bâtiments basse consommation et les opérations de rénovation visant à améliorer l'efficacité énergétique du parc existant.

Voilà pour les comptes « officiels », mais pour certains experts, ils ne sont pas bons du tout. Ainsi Pierre Veltz, économiste, s'étonne des chiffres avancés pour la filière du bâtiment : « L'isolation a toujours été présentée



SIPA PRESS

La construction de bâtiments basse consommation et les travaux de rénovation énergétique pourraient créer 500 000 emplois d'ici 2050.

comme une source d'emplois miraculeuse, mais en réalité la filière ne décolle pas, minée par des problèmes de formation et de recrutement. De même, si l'on observe la mutation du secteur automobile, qui est spectaculaire, il est difficile d'avoir une vision d'ensemble. Personne n'aurait imaginé que le remplacement de la voiture thermique par la voiture électrique progresserait aussi vite. Il y aura à la clé des destructions d'emplois, mais aussi des effets indirects, avec des créations de réseaux, des stations réformées et un nouvel environnement de service. Quant aux énergies renouvelables, je pense qu'il y a un potentiel considérable dans leur déploiement, avec des enjeux industriels majeurs et une réserve importante d'emplois qualifiés. »

Formation. Du côté de l'aide aux aînés, même constat. Les perspectives de croissance sont avérées, mais convertir ce potentiel en emplois est plus compliqué qu'il n'y paraît. Dans son rapport sur l'attractivité des métiers du grand âge, remis en 2019, Myriam El Khomri appelait à un « plan de mobilisation nationale ». Le diagnostic qui était porté

Du côté de l'aide aux aînés, les perspectives de croissance sont avérées, mais convertir ce potentiel en emplois est plus compliqué qu'il n'y paraît

alors, avec des concours d'aides-soignants boudés par les candidats ou un déficit critique entre la demande et l'offre de soins à domicile, est toujours d'actualité. « On a plus de 40 000 postes d'infirmières qui ne sont pas pourvus en France, rappelle Laure de la Bretèche, présidente d'Arpavie. Et les impacts sur des structures médico-sociales sont terribles. » Traduction : celles-ci doivent être renforcées à un moment où la ressource est devenue rare.

Pour que les 93 000 emplois supplémentaires promis par Myriam El Khomri deviennent réalité, il va donc falloir réformer la filière en profondeur. « Il faut d'abord restaurer l'attractivité de ces métiers par tous les moyens, plaide Laure de la Bretèche. Ça signifie ouvrir très largement les vannes des concours d'Etat, accélérer la valorisation des acquis d'expérience, apprendre à utiliser les compétences existantes pour faire monter les gens en délégation de tâches ou pour accompagner la prise en charge médicale. Enfin, il faut penser à la vie des personnels, réduire les temps de déplacement, par exemple. Ces métiers sont exercés massivement par des femmes, soit issues de l'immigration, soit ayant des ressources assez faibles, parfois monoparentales... Ce sont des emplois pénibles et durs, où les troubles musculosquelettiques sont fréquents. » Attractivité des métiers, perspectives de carrière améliorées, préservation de la santé des personnels... La filière médico-sociale doit faire, dans l'urgence, sa révolution.

A.E.

« Reconstruire des visions globales du territoire »

PIERRE VELTZ EST ÉCONOMISTE et membre de l'Académie des technologies

Qui dit transition énergétique dit neutralité carbone. Faisable ?

Il y a de nombreux scénarios sur les mix de production énergétique qui permettraient d'atteindre la neutralité carbone en 2050. L'Ademe ou l'association négaWatt ont planché sur le sujet. Le dernier exercice prospectif a été mené par RTE (Réseau de transport d'électricité) dans son étude sur les « Futurs énergétiques 2050 ». RTE donne la priorité à l'électricité, car c'est le vecteur le plus facile à décarboner. Des efforts d'efficacité énergétique, voire de sobriété, permettront de réduire la demande en énergie. Mais dans le même temps, la part de l'électricité progressera fortement, puisqu'elle se substituera progressivement aux énergies fossiles. Elle passerait ainsi de 25% à 55% entre 2020 et 2050. On peut conserver une part de nucléaire, mais, dans tous les cas, il faudra développer massivement les EnR (énergies renouvelables), principalement éolienne, solaire et géothermique. Les besoins énergétiques restants, soit 45%, seraient satisfaits grâce à la biomasse et aux énergies biosourcées.



« Rapatrier la production énergétique aura un impact très important sur les consommations d'espace et les paysages », rappelle PIERRE VELTZ.

Ce scénario est-il réaliste ?

Mon interrogation ne porte pas sur le scénario, car si on veut aller vers la neutralité carbone on n'a pas d'autre choix, même si les parts du mix peuvent varier. Je m'interroge sur la façon dont on pilote ce processus, et en particulier le déploiement des EnR sur le territoire français. Aujourd'hui, nucléaire mis à part, on a une

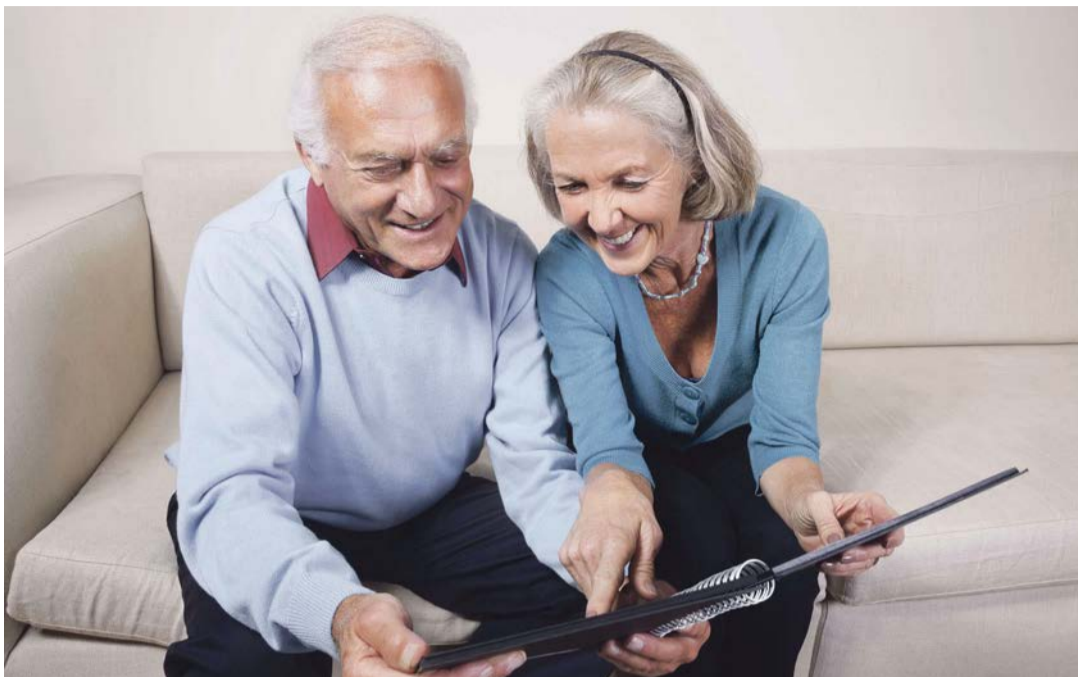
énergie dont les infrastructures de base sont très largement en dehors du territoire national. On n'héberge que les terminaux, pétroliers et gaziers. Alors que là, on va vers un système où l'ensemble de la production énergétique est rapatrié sur le territoire. Ça aura un impact très important sur les consommations d'espace et les paysages, largement sous-estimé. Par ailleurs, la question ne porte pas seulement sur les points de production des EnR. Ces énergies ont le défaut d'être intermittentes, avec une synchronisation complexe entre l'offre et la demande. L'énergie solaire qui est produite à un endroit et un moment donnés doit être transportée ailleurs. Il faut donc travailler sur le stockage et les réseaux, la solution étant d'interconnecter à grande échelle ces différentes sources. C'est l'équivalent d'un grand projet industriel à l'échelle du pays et on n'en a pas pris la mesure.

Comment planifier ce déploiement ?

Il n'existe pas à ce jour de carte de déploiement des EnR. Chaque filière se développe indépendamment, de façon anarchique et pas toujours rationnelle. De la même façon, les énergies issues de la biomasse (bois, biogaz et biocarburants) vont consommer des surfaces énormes, qui entreront en conflit avec les autres usages, notamment alimentaires. On a donc besoin d'une vision coordonnée, interrégionale, et pas seulement d'une addition de politiques régionales. Il faut organiser un dialogue entre des approches qui partent des territoires et une instance nationale qui coordonne leur action. On a besoin de reconstruire des visions globales du territoire, avec une planification montante et descendante.

Interview A.E.

Des filières porteuses appréciées des investisseurs



Les personnes âgées se montrent de plus en plus sensibles aux arguments éthiques des investissements durables.

LES MARCHÉS AIMENT les risques calculés. Les transitions énergétique et démographique, avec des perspectives de long terme clairement dessinées, constituent une cible de choix. L'évolution législative et réglementaire de la dernière décennie, par exemple, ouvre une route dégagée pour le développement des EnR (Energies renouvelables) et de la rénovation énergétique. Avec, qui plus est, des objectifs chiffrés et des plans d'actions qui s'affinent d'année en année, donnant à chaque filière une feuille de route de plus en plus lisible. Certes, il reste une part de risque, comme les aléas technologiques ou l'évolution du contexte international. Mais ces risques constituent aussi des opportunités. La crise énergétique, qu'aggrave le conflit en Ukraine, donne une légitimité nouvelle aux EnR, dont les coûts et les promesses d'indépendance énergétique apparaissent soudain irrésistibles.

Ce contexte explique en grande partie l'activité fébrile des grands groupes et des fonds d'investissement sur ces marchés. L'année dernière, la prise de contrôle d'Equans, la branche de services énergétiques du groupe

Le secteur de la Silver Economy, qui pèse au bas mot 130 milliards d'euros, compte quelques grands groupes, des ERI et des PME florissantes et une myriade de start-up qui développent des produits et des services innovants à destination des séniors

Engie, spécialisée dans le génie électrique et climatique, l'efficacité énergétique et la décarbonation, a donné lieu à une bataille homérique entre sept prétendants. C'est finalement Bouygues qui l'a emporté, avec une offre de 7,1 milliards d'euros, soit 2 de plus que ce qu'escomptait Engie. Plus récemment, Bpifrance a annoncé une prise de participation de 5% dans le capital de SPIE, leader européen des services multitechniques et acteur majeur de la transition énergétique.

Verdissement. Une opération qui participe d'une stratégie plus globale. La CDC (Caisse des dépôts et consignations), maison mère de la BPI (Banque Publique d'investissement), a en effet décidé de « verdier » tous ses portefeuilles dans un souci de cohérence avec la politique de décarbonation menée par l'Etat. « La Caisse va réduire de 20% supplémentaires d'ici 2025 l'empreinte carbone de tous ses portefeuilles d'actifs financiers », dévoile Laure de la Bretèche, directrice des politiques sociales à la CDC. « L'objectif est de rendre tous les portefeuilles neutres en carbone à l'horizon 2050. » Le Plan Climat, porté par la BPI et la Banque des territoires, est une autre traduction concrète de ce virage écologique. D'un montant de 40 milliards d'euros sur la période 2020-2024, il profite en priorité au financement des EnR, à l'efficacité ther-

mique des bâtiments, à la mobilité verte, à la décarbonation des activités industrielles ou encore à l'émergence et la croissance des technologies vertes.

En marge des grands groupes, des banques publiques et des fonds d'investissement, les particuliers ont un rôle à jouer dans le financement de la transition écologique. Les personnes âgées, qui détiennent l'essentiel du patrimoine financier et immobilier français, se montrent de plus en plus sensibles aux arguments éthiques de ces investissements, auxquels les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de bonne Gouvernance) apportent une valeur ajoutée. En témoigne le succès éclair de la société Enerfip, une plateforme d'investissement spécialisée dans les énergies renouvelables et qui fonctionne sur le principe du « crowdfunding ». Enerfip a franchi l'année dernière le cap des 200 millions d'euros collectés et investis, avec une croissance de 100% sur un an. 95% de ses clients sont des particuliers.

Long terme. Dans un autre domaine, celui de la Silver Economy, on retrouve la même dynamique et le même appétit des acteurs financiers. La filière, qui pèse au bas mot 130 milliards d'euros, compte quelques grands groupes, des ERI et des PME florissantes et une myriade de start-up qui développent des produits et des services innovants à destination des séniors. Nombre d'entre elles rejoignent la Silver Valley, un pôle d'expertise qui fêtera ses 10 ans en 2023 et qui les aide à structurer et pérenniser leur activité. « Nous avons 4500 entrepreneurs affiliés à Silver Valley, regroupés autour de 300 projets d'innovation », recense Nicolas Menet, directeur général du Pôle Innovation de la Silver Valley. « Les start-up les plus performantes, âgées de moins de cinq ans, ont déjà levé 70 millions d'euros de fonds. Ça paraît peu par rapport aux 6 milliards d'euros investis dans la French Tech, mais ce sont encore des marchés de niches, souvent centrés sur une approche médico-sociale. Nous poussons donc les start-up à orienter leurs projets vers les biens de grande consommation, à l'échelle européenne. »

Quelques grands groupes ont rejoint la Silver Valley ces cinq dernières années, pour repérer des start-up prometteuses et profiter de l'expertise du pôle sur les problématiques du grand âge. « Nous travaillons avec les services marketing et les responsables du scouting », explique Nicolas Menet. « Ils viennent détecter des projets en développement pour les incubés en interne ou les acquérir en faisant de la croissance externe. Nous avons par ailleurs développé avec Centrale Supélec une méthodologie d'analyse de projet, qui permet de s'assurer que le produit correspond aux attentes, et surtout qu'il s'agit d'une start-up robuste, compétente et capable de passer à l'échelle supérieure. » En 2021, un fonds d'investissement a rejoint le conseil d'administration de la Silver Valley et un département Pool Invest a vu le jour. « Nous avons des investisseurs privés qui misent sur le long terme, dans une logique de « tech for good ». Au contraire des investisseurs de la French Tech, qui privilégient les profits à très court terme, ils se donnent du temps et accompagnent fortement les entrepreneurs. »

Alexandre Excoffon

« Les vieux ont, en partie, initié le développement durable »

SERGE GUÉRIN, SOCIOLOGUE et professeur à l'Insee, a été sollicité par la majorité présidentielle pour porter la question du vieillissement dans la campagne électorale.

A-t-on une fausse image des séniors ?

Les séniors, c'est comme la jeunesse, ça ne veut pas dire grand-chose. Vous êtes senior à 45 ans en entreprise et vous pouvez vivre plus de 100 ans. Nos représentations sont trompeuses et la crise sanitaire a justement permis de repenser cette question. Les Etats généraux de la séniorisation de la société, qu'on a lancés lors du premier confinement avec le docteur Philippe Denormandie et la psychologue Véronique Suissa, visaient à mieux comprendre les besoins de nos aînés. On avait tendance à parler pour eux, à les infantiliser, alors même qu'ils sont hyperactifs dans notre société. 8 000 personnes ont participé à cette consultation, des personnes âgées, des acteurs du soin, des élus et des syndicalistes... Leurs préoccupations n'étaient pas celles qu'on attendait : des questions éthiques, un besoin de simplification administrative, des interrogations sur la médecine complémentaire ou la nutrition... Les séniors ont des attentes très concrètes, souvent guidées par la recherche du bien-être.

Quels sont les freins sociologiques à l'appréhension des crises écologique et démographique ?

Les transitions démographique et écologique nous demandent très directement de nous impliquer, mais on a du mal avec les mauvaises nouvelles et changer nos habitudes est compliqué. On sait que le réchauffement climatique est une menace, mais il n'est pas toujours visible et c'est difficile de convertir en actes cette prise de conscience. De la même façon, on ne tire pas les conséquences de la transition démographique. C'est dur de se projeter tant qu'on n'est pas confronté à la

« La question du logement est le nœud où les deux transitions convergent. Adapter son logement, pour économiser de l'énergie ou pour éviter les chutes, permet de vivre chez soi 15 ou 20 ans de plus »

réalité, de se voir soi-même vieillir, de se dire qu'il faut changer le chauffage pour qu'il soit moins polluant et moins onéreux, ou encore remplacer la baignoire par une douche... Toutes choses à faire mais qu'on repousse indéfiniment.

Les transitions écologique et démographique sont-elles liées ?

Ce sont les vieux qui, d'une certaine façon, ont inventé le développement durable. L'espérance de vie, qui était de 46 ans en 1900, est aujourd'hui de 83 ans. L'être humain a repoussé les limites de la longévité, et ce faisant, a inventé des formes de développement durable. Il y a donc une convergence profonde, psychologique, sociologique et économique, entre ces deux transitions. Elles consistent, l'une comme l'autre, à économiser des ressources rares, à trouver de nouvelles formes de financement et à changer les comportements. La question du logement, par exemple, est le nœud où ces deux transitions convergent. Adapter son logement, pour économiser de l'énergie ou pour éviter les chutes, permet de vivre chez soi 15 ou 20 ans de plus. De même, marcher plutôt que prendre sa voiture est bon pour la santé et pour la planète, car ça permet d'économiser de l'énergie et de moins polluer. Consommer moins de médicaments en recourant à des médecines complémentaires, limite aussi la pollution des eaux et des sols puisque 30% des médicaments sont jetés à la poubelle. Cette double transition impacte au quotidien l'économie, le système social et l'environnement.

La prévention est-elle la clé de résolution de ces crises ?

La prévention n'est pas une dépense, c'est un investissement. Faire de l'activité physique diminue les risques de rechute quand

on est atteint d'un cancer. La prévention devrait être notre boussole permanente. Il ne s'agit pas de faire la morale, mais de montrer que c'est vertueux et qu'on peut y prendre du plaisir. Mieux manger, en favorisant les circuits courts par exemple, est bon pour la santé, l'économie et l'environnement. Et c'est aussi une manière d'entretenir le lien social et de redonner du sens à des métiers.

Pour surmonter ces crises, faut-il nouer un nouveau pacte entre les générations ?

L'intergénération se porte bien en France. La « famille je vous hais » de 1968 est devenue la « famille je vous aime ». Pendant la Covid,

« Depuis 2015, les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 20 ans. C'est une révolution silencieuse, mais une révolution démographique, sociale, culturelle et économique absolument majeure »

les petits-enfants appelaient leurs grands-parents pour savoir s'ils allaient bien... Il y a eu d'innombrables démonstrations de micro-solidarités et l'intergénération sort de cette période ragaillardie. Il peut y avoir des tentations d'affrontement entre générations, mais ce sont le plus souvent des oppositions culturelles, sociales ou géographiques. On souffre plus d'un déficit de liens sociaux et de confiance entre nous que d'une guerre entre générations.

Les séniors revendiquent et manifestent, c'est nouveau ?

Depuis 2015, les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 20 ans. C'est une révolution silencieuse, mais une révolution démographique, sociale, culturelle et économique absolument majeure. En 1945, vous aviez 3 millions de retraités, et vous viviez moins longtemps. Aujourd'hui, il y a 18 millions de retraités, qui sont là pour 20 ou 30 ans... Ce sont des gens qui sont concernés par l'avenir et veulent participer à la construction de la société. On ne fera pas la société française sans les jeunes et on ne la fera pas non plus sans les aînés.

Quelles sont les priorités pour surmonter cette double crise ?

L'enjeu premier est celui de la prévention, car plus on agit sur ce levier, plus on éloigne les risques de perte d'autonomie, de survenue des maladies, etc. En améliorant le bien-être des plus âgés, on rend aussi service aux fonds publics et à l'écologie. La deuxième priorité est celle de la formation et de la revalorisation des métiers, qu'il s'agisse des personnels du « care » et de l'accompagnement à domicile, mais aussi des artisans, qu'il faut mieux former aux enjeux écologiques et à la prise en charge des personnes âgées. La prévention et la formation sont deux leviers fondamentaux pour réussir une société durable de la longévité.

Interview A.E.



G. ROUBAUD

« La prévention n'est pas une dépense, c'est un investissement », rappelle Serge Guérin.